



**HAL**  
open science

## La crise décisionnelle et la gouvernabilité métropolitaine: le cas de Mexico

Felipe de Alba

► **To cite this version:**

Felipe de Alba. La crise décisionnelle et la gouvernabilité métropolitaine: le cas de Mexico. La crise décisionnelle et la gouvernabilité métropolitaine: le cas de Mexico. Dans Seminaires du GIRA, INRS-UCS., Oct 2004, Canada. pp.19. halshs-00110169

**HAL Id: halshs-00110169**

**<https://shs.hal.science/halshs-00110169>**

Submitted on 27 Oct 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*La crise décisionnelle et la gouvernabilité métropolitaine. La cas de Mexico.*  
Communication présentée au Congrès de l'ACFAS, 3 mai 2004 Montréal, Canada.

Par Felipe DE ALBA<sup>1</sup>

## Présentation

L'analyse de la problématique politique récente de la métropole de Mexico est notre cadre général de réflexion. Cette réflexion porte sur les tendances du conflit métropolitain lié à la gouvernabilité à Mexico et il amorce une réflexion sur les tendances de son éventuelle aggravation.

Notre sujet spécifique est donc l'identification des impacts du processus de changement national récent (changement de régime politique) et ses impacts politiques sur les conflits locaux dans la gouvernabilité métropolitaine.

L'expression « impacts politiques » signifie que nous entendons analyser comment le processus de changement de régime politique au Mexique peut avoir de l'influence sur les conflits à Mexico, la métropole la plus importante du pays et la deuxième plus grande du monde. Ces « impacts politiques », nous voulons les identifier et les caractériser dans le but de décortiquer leur influence sur les protestations récentes liées aux services, en général.

Le processus de changement du régime politique au Mexique est devenu l'angle central de certaines analyses générales après le triomphe du parti de l'opposition aux élections nationales de 2000, mais surtout à partir de 1997, quand les premières élections du District fédéral, la ville-centre de la métropole de Mexico, ont eu lieu. Néanmoins, les études qui visent à établir un rapport entre les problématiques de la métropole comme cadre territorial avec les processus de changements nationaux ne sont encore pas très abondantes. Il nous faut aussi expliquer les causes et les origines de ce processus qui, selon plusieurs analystes, est apparu après les années 1980.

Notre communication vise à établir comment certaines protestations liées aux services à Mexico pourraient être une source d'inspiration pour ce qui est de rénover la configuration de la géopolitique métropolitaine et engendrer des transformations à l'échelle nationale. Il s'agit donc de reconnaître et de caractériser les *influences*, les *ruptures* et les *facteurs* qui ont eu des répercussions à l'échelle nationale et de nous

---

<sup>1</sup> Felipe de Alba est assistant de recherche de la Chaire de Recherche du Canada en dynamiques territoriales. Est directeur du Groupe Interdisciplinaire de Recherche Latinoamerica Urbana à Montreal ([www.gira.info/lat/latinoamericaurbana.html](http://www.gira.info/lat/latinoamericaurbana.html))

demander quelle est la place de ces conflits locaux dans les processus de changement nationaux, et réciproquement.

Cette réflexion vise une approche de type historico-conjoncturel qui propose une vision à court terme (1997-2003) pour situer les conflits urbains dans la vie politique du milieu métropolitain. Au Mexique, peu d'études se sont attachées à dévoiler ces rapports étant donné l'apparition récente de ces conflits. Il s'agira en définitive de comparer la vie politique métropolitaine (gouvernabilité) avec les changements du régime national dans les dernières années.

Le but de cette communication est donc de dégager certains **éléments de gouvernabilité conflictuelle** (1997-2003). Comment identifierons-nous ces éléments dans les scènes de conflit ? Il nous semble important d'établir **le rôle de certains acteurs politiques, des acteurs sociaux** face aux décisions gouvernementales (qu'il s'agisse d'acteurs institutionnels ou non).

En général, il faudra réfléchir sur les aspects politiques institutionnels, les particularités de la scène politique et les conditions conjoncturelles dans l'application spécifique des politiques publiques, aussi que les réactions sociales et politiques observées sur le territoire métropolitain à Mexico.

Premièrement, il nous semblerait relevant d'identifier les « modèles » de décision institutionnelle à Mexico, concrètement, les « schémas décisionnels » et les modèles de gestion du conflit, ainsi que les réactions sociales, politiques et institutionnelles dans le cas particulier de la gestion de services à l'intérieur d'une période précise.

Deuxièmement, nous estimons nécessaire d'étudier **l'impact de la prise de décisions (ou l'absence de prise de décisions) comme facteur de la gouvernabilité** actuelle, dans les dernières années, soit entre 1997 et 2003. Cet aspect, nous l'obtiendrions de l'analyse des protestations liées à la problématique de services. Il nous semble nécessaire d'identifier et classer les rapports entre les protestations pour les services et repérer celles qui concernent la gouvernabilité de la métropole. Par exemple : les mouvements de type politico-partisan, des groupes mécontents qui évoquent leur identité politique traditionnelle (indienne, mémoire historique, etc.), ou qui ont des liens avec les mouvements d'envergure nationale (écologistes...), entre autres.

Troisièmement, après l'analyse des protestations, nous nous proposons de souligner les *similitudes* et les *différences* possibles, les réactions positives et négatives, la résistance et la collaboration entre les acteurs politiques, comme éléments de la définition de la gouvernabilité à Mexico. En ce sens, en analysant les décisions puis les protestations sociales, notre étude pourra situer empiriquement **les territoires du conflit politique métropolitain**, c'est-à-dire les actions politiques qui peuvent modifier le cours des politiques publiques et même, à court terme, celles de la métropole.

Quatrièmement, en utilisant une série de résultats électoraux sur plusieurs années (au moins à partir de 1994 jusqu'à 2003), nous arriverions à situer les espaces de

concurrence politico-partisane. Ensuite, nous comparerons ces délimitations avec la localisation des lieux (communes ou arrondissements) où sont apparus les principales protestations au sujet de l'eau pour établir, finalement, les rapports possibles entre l'un et l'autre phénomène.

À cette fin, nous prétendrions distinguer : 1) *les formes des protestations* (acteurs et contexte sociopolitique) ; 2) les formes de la conflictualité « locale » (caractérisée présentement par une forte participation des acteurs locaux) pour établir le concept de la gouvernabilité métropolitaine à Mexico.

## **1. La métropolisation, est elle un synonyme d'une gestion conflictuelle ?**

La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle s'est caractérisée principalement par le phénomène de la métropolisation à l'échelle planétaire. Ce phénomène a eu des implications profondes dans la configuration de la société et des États (Yeung, 2004). À la fois source et conséquence de problèmes anciens, la métropolisation se caractérise par un type d'économie et de réorganisation sociétale à l'échelle planétaire, un phénomène qui se traduit de plus en plus par la connexion de tous les grands centres d'affaires et décisionnels, et par l'apparition de nouveaux rapports sociaux ségrégatifs.

De puissantes transformations technologiques (la communication instantanée : le monde *on line*) ont également eu lieu. Ces transformations ont tout d'abord rassemblé des populations hautement scolarisées dans les métropoles. Elles ont également produit des métropoles qui sont des centres technologiques en vogue grâce aux récentes découvertes. Mais, d'un autre côté, ces métropoles ont reçu des *vagues de pauvres qui espèrent une vie meilleure*, un phénomène très courant, particulièrement dans les pays d'Amérique latine. Cela a provoqué, consécutivement, des mutations dans le marché du travail, à cause d'une meilleure qualification de la main d'œuvre, et des ajustements dans l'économie et la politique (Zukin 1996).

Somme toute, la métropolisation et les processus mentionnés auparavant ont métamorphosé tous les champs du savoir humain ainsi que les institutions politiques, ce qui a permis un changement par exemple dans notre conception de l'État, de la nation, du pays, de la ville, qui sont depuis toujours des notions attachées à l'analyse en sciences humaines (Borja & Castells, 1997). De nos jours, les métropoles deviennent de nouveaux *centres de convergence et de différenciation sociopolitique*.

En conséquence, dans tous les continents se sont développés de nouvelles dynamiques sociales, politiques, économiques, etc. L'Amérique latine n'a pas fait exception, comme nous le montrerons dans les prochains paragraphes.

## 2. Une réflexion sur les pistes principales de la métropolisation à Mexico

En Amérique latine, la métropolisation se manifeste par une grande diversité à la fois de *manières* et de *temps* des sociétés de la région. M. Heck soutient que, dans ce continent, l'éclatement territorial et démographique des nouveaux centres populationnels est particulièrement intense (Heck, 1993). Le processus de conversion de pays nettement ruraux en pays pleinement urbanisés a aussi toujours été associé à des taux élevés de croissance démographique (Nickson, 2004). Le sujet traditionnel dans les études sur les processus urbains en Amérique latine a toujours été l'ampleur de la migration de la population des campagnes vers les villes. Cette migration a toujours été liée aux phénomènes d'évolution politique de la région. Des « villes-capitales » se sont transformées en véritables « opposantes » au pouvoir et aux autorités « centralistes » de l'État-nation. Si la vie rurale est la forme historiquement légitime de l'État-nation en Amérique latine, les métropoles seront-elles la forme d'une nouvelle société ou d'une nouvelle structure des pouvoirs étatiques et le sein des nouvelles tendances du mouvement sociaux?

Cela s'est manifesté notamment dans l'expansion urbaine en tant que phénomène métropolitain qui n'a pas été exclusivement le produit du progrès technique et de l'industrialisation ou de la concentration des activités modernes, mais de la *migration croissante de la population rurale à la ville*, avec ses conséquences habituelles : détérioration de l'emploi et augmentation du sous-emploi (économie informelle), entre autres. Ainsi, les processus de métropolisation au Mexique aussi bien que dans toute l'Amérique latine n'ont pas été le résultat du développement, mais du sous-développement; cela a engendré plus de dépendance et d'accumulation capitaliste, selon les caractéristiques régionales de chaque pays (Stren 2000)

Ce phénomène place la discussion sur les métropoles au cœur des discussions politiques et académiques (Morse, Hardoy *et al.* 1992). En outre, l'Amérique latine est devenue l'endroit le plus urbanisé du monde en développement (Agudelo & Alcalá, 2004)<sup>1</sup>.

Dans ce sens, les métropoles, ainsi que leurs liens avec le reste du monde, sont un nouveau thème de la recherche en sciences sociales (Sassen 2001 ; Sassen, 2003). Elles constituent un *défi* qui met en question les acteurs sociaux et institutionnels, l'organisation des gouvernements locaux et nationaux, la clientèle des partis politiques et, en général, les tendances des mouvements urbains de l'Amérique latine (Arraigada, 2000).

Les métropoles sont *des centres de transformations sociales en conflit*. Après un processus d'urbanisation et d'expansion démographique explosive, de nouvelles tendances sont apparues, soulevant des problématiques métropolitaines parfois plus accentuées qu'avant (Armstrong & McGee, 1985). On trouve, entre autres, d'une part que les taux nationaux et urbains de fécondité et de mortalité ont baissé et que dans plusieurs pays la transition démographique a déjà une influence très aiguë sur les

modalités d'urbanisation (Connolly, 1997). D'autre part, comme l'affirme Gustavo Cabrero (2004), « les retards du point de vue de l'action sociale et du développement ont continué à s'accumuler » (Cabrero, 2004:2), parce que la différenciation et les inégalités sociales se sont approfondies. Autrement dit, la violence et la pauvreté, la pollution et *l'insuffisance des services* ainsi que la *fragmentation territoriale et politique* dans les espaces métropolitains sont devenues des problématiques difficiles à résoudre par les gouvernements établis.

D'un autre côté, les processus de décentralisation urbaine ou de déconcentration métropolitaine à Mexico tendent à activer deux processus sociaux : 1) *une plus grande participation civile* entraînant plus de responsabilité et de transparence gouvernementale (Cohen, 2000); 2) une *fragmentation institutionnelle et politique* dans la gestion de ressources stratégiques qui montrerait les « disputes » et « conflits » entre les différents ordres de gouvernement et plusieurs acteurs sociaux dans la métropole.

Avec la montée en puissance des administrations locales et la participation croissante des citoyens – tendances apparues à la suite de la démocratisation politique en Amérique latine – la recherche sur la gestion urbaine a revêtu une pertinence croissante. Il y aurait lieu de faire des enquêtes sur les processus de décentralisation et de municipalisation *en s'attachant aux rapports entre la gestion de la ville et la participation des citoyens et en évaluant ces rapports; les processus politiques locaux, comme le clientélisme, les groupes d'intérêts et le rôle des intermédiaires non gouvernementaux*, sont d'importants domaines d'étude (<http://www.unesco.org/most/vallfr.htm#gestion>).

Même si le cas du Mexique a toujours été plus complexe que les autres, la décentralisation a aussi été très fortement prônée dans ce pays depuis l'arrivée des administrations néolibérales, à partir des années 1980 (Székely, 1998).

Depuis cette époque, la planification urbaine ou la « technification » du gouvernement s'est imposée, tant à cause des besoins évidents (c'est-à-dire l'inefficacité des anciennes administrations) que du remplacement des équipes de gestion du gouvernement. Néanmoins, il est toujours possible que cela ait pu relativement repousser le phénomène de l'arrivée de l'opposition au pouvoir, en donnant un « souffle » de légitimité à l'État mexicain avant l'étape de l'alternance politique.

Ensuite, comme le dit Lemprière<sup>2</sup>, les processus de réforme pour octroyer des droits politiques aux citoyens de la ville de Mexico (les années 1990) ont transformé le « cœur politique » de la métropole<sup>3</sup>, et celle-ci a joué un rôle dans le changement du pays.

D'une part, ce phénomène a ouvert le débat sur la conclusion partielle d'une étape de changements quant à la verticalité traditionnelle du régime mexicain (Pradilla, 2000, Rodriguez, dans Garza, 2000) et, d'autre part, il a amené de nouveaux angles de discussion sur le changement politique et les modalités principales de gouvernabilité dans les métropoles mexicaines : une forte fragmentation politico-partisane<sup>4</sup> et une

croissance notable des mouvements sociaux demandeurs de services (Castro, Kloster, *et al.* 2004), donc, en général, une remise en question du rôle des acteurs sociaux et politiques.

### 3. La géopolitique métropolitaine à Mexico est-elle une problématique paradoxale?

Un lent processus de remise en question des formats institutionnels et politiques est apparu dans les villes et métropoles latino-américaines, qui est aussi la conséquence d'une longue période d'activité politique et civique remontant au début des années soixante (Stren, 2000).

Il faudrait aussi insister sur les processus qui sont le plus directement liés à la production de l'espace urbain. La réduction des dépenses publiques, *et surtout de celles consacrées aux infrastructures et services urbains*, a retenti sur l'environnement bâti des villes selon des modalités qui n'ont pas encore été étudiées. Le ralentissement et l'irrégularité des investissements entraînent la dégradation des villes, en particulier dans les secteurs qui demeurent peu attractifs pour le capital privé. Il est important aussi de comprendre le rôle croissant du secteur privé dans l'économie urbaine et le fonctionnement des marchés du terrain et du logement au moment où l'État réduit ses interventions. Le logement locatif est devenu une question essentielle dans la plupart des villes d'Amérique latine et il mérite d'être étudié (<http://www.unesco.org/most/vallfr.htm#urba>).

Ces transformations ont également eu lieu au Mexique, étant donné que c'est un des pays les plus centralisés de l'Amérique latine (Franco, 2003; Garrido, 1995; Castells, 1999)<sup>5</sup>. En général, des processus comme la récession et l'ajustement des économies sont apparus (Faundez-Meléndez, García, *et al.* 1997) et ils se sont traduits par la réduction des services publics, urbains et métropolitains, par la privatisation d'entreprises qui étaient gérées par l'État ou par les gouvernements locaux (Calvo, Goldstein, *et al.* 1996), ainsi que par la diminution des emplois et une baisse des salaires réels (Coraggio, 2000).

Dans la mesure où les demandes de la métropole croissaient et où les ressources publiques et les capacités devenaient insuffisantes, l'État-nation au Mexique s'est transformé en *fournisseur de services*. Récemment, et toujours dans la sphère métropolitaine, l'État mexicain s'est converti aussi en un faible contrôleur des services du secteur privé. Selon M. Cohen, « la tendance vers la privatisation a été donnée avant la globalisation, mais l'échange d'expériences dans le cadre global entre les pays a probablement accéléré la privatisation » (Cohen, 2000).

Tout cela a également eu de grandes répercussions sur l'organisation territoriale, politique et sur les tendances populationnelles (Delgado, Ramírez, *et al.*, 1999) autant que sur la transformation d'États « centralisés » en États plus « modestes » (Cabrerero, 2004). Dans les anciens formats politiques, les capitales nationales subissaient le poids de la centralisation du pouvoir national, mais ces nouvelles transformations ont réduit l'importance de celui-ci; avec la formation de métropoles, puis l'explosion

démographique, tous les pouvoirs traditionnels se sont beaucoup *fragmentés* (Cabrerero, 2004)<sup>6</sup>.

*La fragmentation dans les villes a donné naissance à des formes nouvelles de sociabilité et d'organisation collective* comme l'entraide spontanée et les réseaux de soutien social. L'étude des espaces de socialisation est un élément décisif pour la compréhension des processus d'intégration sociale et pour la lutte contre la fragmentation et l'inégalité sociale (<http://www.unesco.org/most/vallfr.htm#gestion>).

Ces développements ont aussi engendré la mise sur pied de politiques de stabilisation rigoureuses (Garza, 1990) instaurées pour faire face à plusieurs modalités de crise économique nationale et à la dette extérieure et qui ont entraîné, entre autres conséquences, l'augmentation des inégalités (Alvarado & Vieyra, 2002), puis une polarisation politique.

On peut donc se demander : comment les territoires métropolitains se développent-ils aujourd'hui dans le contexte général du virage néo-libéral en Amérique latine ? Comment les gouvernements nationaux et locaux gèrent-ils leurs problématiques métropolitaines à présent ? Ainsi, dans les pays en développement, les formats du gouvernement des grandes métropoles (gouvernabilité) sont de plus en plus au cœur du débat dans la politique et l'économie moderne. Comment ont été organisés ces grands monstres urbains, où tout est simplifié et tout est relié ?

## Conclusions

Selon plusieurs auteurs, l'intérêt pour l'étude des problématiques métropolitaines d'Amérique latine est relativement nouveau, et il coïncide avec l'importance grandissante des métropoles par rapport aux pouvoirs traditionnels (gouvernements fédéraux et provinciaux, principalement) (Stren, 2000), ce qui rend intéressante la dynamique de réajustement de l'appareil de l'État (Borja & Castells, 1997).

Dans le cas de Mexico, plusieurs études donnent encore peu de l'importance aux nouvelles « conditions de la gouvernabilité » des métropoles (Crespo 1998; Rodríguez, 2000), c'est-à-dire à la façon dont les gouvernements locaux (donc, les villes et métropoles) arrivent à des accords et gèrent les conflits (Preciado 2001 ; Kaufman & Trejo, 1996).

Ces études suggèrent, toujours *latéralement*, que les acteurs des métropoles s'agitent et se mobilisent en faisant évoluer, sans aucune réticence, la tradition centraliste (Franco, 2003; Orban, 1990) vers la *délocalisation* de l'État traditionnel. Ce phénomène a été souligné par B. Jouve: « (...) les gouvernements centraux ont toujours eu quelques réticences à doter leur capitale nationale d'institutions métropolitaines puissantes pour d'évidentes raisons politiques et économiques » (Jouve, 2003i:8).

Ainsi, dans plusieurs villes latino-américaines, les gouvernements municipaux, pressés par les citoyens qui participent et exigent que leurs actions soient efficaces, ont été obligés de faire preuve d'innovation politique dans leurs propositions et d'imaginer d'autres stratégies de gestion publique locale (Llorens, Alburquerque, *et al.* 2001), ce qui a occasionné les changements et les reconfigurations des enjeux politiques locaux, dits métropolitains. Selon Gustavo Cabrero :

Dans les gouvernements fédérés, on observe la mise à profit d'« espaces indéfinis » dans l'attribution des tâches par le pouvoir central. En ce qui concerne le municipal, les avancées sont encore plus significatives. À cet échelon, on trouve un puissant processus d'expansion des politiques menées. *On observe de plus en plus fréquemment de nouveaux styles de direction, de nouveaux schémas de cogestion gouvernement-citoyens de programmes et de politiques locaux.* De même, on trouve des cas où l'incorporation de nouveaux systèmes de gestion a permis d'améliorer l'action de certains gouvernements municipaux sans attendre le soutien des gouvernements fédérés ou du pouvoir central (Cabrero, 2004:92).

En même temps, ces gouvernements ont constamment montré des signes clairs d'incapacité dans la gestion politique et l'administration stratégique des ressources, soit parce qu'ils sont maintenant « confrontés » aux pouvoirs fédéraux (Castillo, Ziccardi, *et al.* 1995), ce qui est le cas de la ville de Mexico, soit à cause de la « concurrence gouvernementale » (fragmentation institutionnelle) dans les affaires métropolitaines (Schteingart, 2001), et de véritables « nœuds problématiques » en résultent (Castillo, Reyes, *et al.* 1997).

Dans ce sens, nous pouvons dire que l'efficacité progressive (ou parfois régressive) de la gestion urbaine conflictuelle à la métropole de Mexico a une relation avec l'accroissement des mouvements sociaux, de la compétitivité politique du régime mexicain.

En effet, bien que les métropoles du Tiers-Monde soient amenées à faire partie de l'économie mondiale, elles sont en retard quant aux formes plus efficaces de gouvernabilité métropolitaine, et leurs habitants n'ont pas un accès égalitaire aux ressources mondiales.

Ainsi, nous pouvons suggérer que, depuis quelques décennies, les gouvernements et les acteurs des villes ou des grandes métropoles latino-américaines créent et occupent de nouveaux espaces, autrement dit *l'espace politique métropolitain*, et, dans ce processus, ils imposent un « nouveau rythme aux relations à l'intérieur de l'appareil de l'État » (Cabrero, 2004) d'où la pertinence de notre réflexion,

En 2000, les Nations-Unies ont estimé que 75.4 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes vivait dans des zones urbaines (UN 1998:93). L'Amérique latine est devenue un continent urbain, et les villes et métropoles sont au centre de la dispute pour le pouvoir et de la croissance de nouveaux phénomènes et des nouveaux acteurs sociopolitiques, l'arène de défis cruciaux pour l'avenir. Cela représente une réalité politique sans précédent et qui justifie les aspects particuliers de notre réflexion.

Selon les auteurs et les pays, les angles d'intérêt sont multiples<sup>7</sup>. La recherche sur les métropoles s'inscrit aujourd'hui dans la recherche urbaine *pluridisciplinaire* et dans celle de la nouvelle réalité de la région, un élément qui a modifié les anciens axes de la recherche, comme le disent Licia Valladares et Magda Prates Coelho :

Les universitaires d'Amérique latine ont négligé les analyses globales de la structure des classes et se sont très peu intéressés à la pluralité sociale. Toutefois, ils reconnaissent que des changements très importants se produisent dans la stratification sociale (processus de mobilité vers le haut et vers le bas) et que la structure sociale urbaine mérite de faire l'objet d'une attention particulière (<http://www.unesco.org/most/vallfr.htm#recom>).

Cette réalité inclut *l'explosion des mouvements sociaux urbains, l'impact croissant du manque d'institutions formelles* et la pauvreté de la population marginale des grandes agglomérations, le lourd endettement du gouvernement central, et un *mouvement général vers la décentralisation et le pluralisme politique depuis que les régimes autoritaires ont été abolis* (Stren, 2000).

Ainsi, les programmes de recherche en sciences sociales, en Amérique latine, ont commencé à poser, depuis une ou deux décennies, un certain nombre de questions à propos des conflits au milieu métropolitain

Selon R. Stren, les publications sur la gestion urbaine et les problèmes spéciaux des services urbains et leur rapport à la vie politique ne sont apparus en Amérique latine qu'au début des années 90 (Stren, 2000 et 1993).

Ces études sur les modes d'administration publique et les conflits dans les services urbains de chaque pays ont été menées entre autres par les agences internationales telles la Banque mondiale et le FMI, ou le PNUD. Ces institutions ont eu beaucoup d'influence sur les politiques publiques, nationales et locales. Comme la Banque mondiale l'a mentionné dans une publication importante, « il faut réfléchir sur les insuffisances des services urbains dans les villes des pays en voie de développement qui sont dues non seulement aux contraintes absolues de ressource, mais également aux autres contraintes, en particulier les arrangements institutionnels concernant la livraison de services urbains » (World Bank, 1995 :14).

Dans une vue d'ensemble sur le « monde urbain », Jordi Borja parlait de l'Amérique latine comme d'un endroit où la démocratie à l'échelon local était une « tradition presque inexistante » pendant les années 1980.

Les causes sont d'ordre historique, et cette situation résultait du caractère autoritaire des régimes politiques en place dans la région. Depuis des décades de changements, les mêmes mouvements démocratiques et progressifs de réforme de plusieurs pays latino-américains auraient négligé d'employer *le local* comme arène pour donner une impulsion à la participation populaire et à l'action politique et administrative<sup>8</sup>. Toutefois, vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les études sur le conflit sociaux dans des métropoles montraient que celles-ci deviendraient progressivement un champ d'intérêt de la recherche, car l'ouverture politique et les politiques de libéralisation ont commencé à affecter les rapports de l'État central avec les villes, puis avec les métropoles.

En résumé, il s'agit donc de réfléchir sur la métropole mexicaine dans un « moment » (historique ou structurel) (1997-2003) où les institutions et les acteurs sociopolitiques ont montré une apparente « incapacité » face à certaines problématiques précises, aux demandes des citoyens ou aux conjonctures conflictuelles en général. À l'inverse, on peut aussi supposer que l'improvisation gouvernementale a engendré l'aggravation progressive des conflits métropolitains, avec un haut risque d'ingouvernabilité, au pire, un effet d'« effondrement mesuré » (voir notre article De Alba, Felipe, 2005. « *L'hydropolitique* dans la crise décisionnelle de la métropole de Mexico : conjoncture ou symptômes d'effondrement ? », dans la revue *Ciudades* numéro 66, en espagnol).

De cette manière, la métropole de Mexico, après les réformes juridiques des années 1990, s'est révélée être un « axe de la recomposition de la vie politique », qui a été utilisé à la fois par de nouveaux acteurs politiques remettant en question l'hégémonie locale et nationale du PRI, et par des mouvements sociaux de plus en plus revendicatifs qui refusaient les règles de l'échange politique traditionnel entre l'Etat *priiste* et la société civile » (Voir notre chapitre de livre De Alba et Jouve, 2005).

En général, l'angle de notre analyse de la gouvernabilité politique actuelle à Mexico pourrait donc être la pertinence des liens entre les mouvements sociaux et le processus de changement politique national, compte tenu du manque d'études générales sur certains éléments de son avenir, c'est-à-dire, **le côté sociopolitique** de la conflictualité métropolitaine actuelle (1997-2003), le point central de notre réflexion.

## Bibliographie

- Agudelo, Murguía Guillermo and Rivero José Guillermo Alcalá. « Seguridad sostenible en Latinoamerica? ». IIGOV, 2004.  
En ligne : <http://www.iigov.org/seguridad> .
- Aguilar, Díaz Miguel Ángel. Movimientos Urbanos y Psicología Social. Iracheta & Villar Calvo (coord.). Política y movimientos sociales en la ciudad de Mexico. 127-141. 1988, México, PyV. Editores.
- Alvarado, Rosas Concepcion and Antonio Vieyra. *Concentracion de las grandes empresas y las multinacionales en la Ciudad de Mexico durante los noventa*. 57-83, 2002. Mexico, COLTLAX, El Colegio de Tlaxcala, A.C.
- Armstrong, W. and T. G. McGee. 1985. *Theatres of Accumulation: Studies in Asian and Latin American Urbanization*. Londres: Methuen.
- Arraigada, Camilo. 2000. *Pobreza en America Latina: nuevos escenarios y desafíos de políticas para el hábitat urbano*. Serie « Medio ambiente y desarrollo », n° 27: CEPAL-ONU.
- Avila, Garcia Patricia. 2001. « Urban poverty and water management in Mexico. Causing conflict: managing water services in poor urban areas and squatter settlements in Mexico ». Centro de Estudios Rurales de El Colegio de Michoacan.
- Ávila, Garcia Patricia. 1999. La otra dimensión de la privatización: la gestión social del agua en las ciudades. *Ciudades*, n° 43.
- Bennet, Vivianne. 1997. *The politics of water: urban protest, gender and power in Monterrey, Mexico*. Pittsburgh, U.S.A.: University of Pittsburgh Press.
- Bonnafé, Juliette and Juan Carlos Zentella. 2005. « L'originale participation du secteur privé dans l'eau potable de Mexico ». Revue *Flux* (À paraître).
- Borja, Jordi and Manuel Castells. *Local y global. La gestión de las ciudades en la era de la información*.

1997. España, Edit. Taurus.
- Borja, Jordi, Felipe De Alba, and *et al.* 2004. *El desafío metropolitano*. 1<sup>re</sup> éd. Mexico: PUEC, ALDF, UNAM-IIS.
- Borja, Jordi, Richard M. Morse, and Jorge E. Hardoy. *Rethinking the Latin American City*. 131-143. 1992. Washington, Woodrow Wilson Center Press, and Johns Hopkins University Press).
- Buenrostro, Irma. 2004. « Agobia sequía a Iztapalapa. Afecta falta de agua a 400 mil; autoridades temen mayor impacto en época de estiaje ». *El Universal Online*.
- Cabrero, Mendoza Enrique. 2004. « L'intergouvernementalité en reconstruction : le cas du Mexique ». *Sociologie du travail*, n° 46 : pp. 85–98.
- Calvo, Guillermo A., Morris Goldstein, and Hochreiter Edward. 1996. *Private capital flows to emerging markets after the Mexican crisis*: Institute for International Economic.
- Castells, Manuel. 1999. « Haciendas locales, autonomía y responsabilidad fiscal ». *Gestión y Política Pública VIII (2)* : 277–298.
- Castillo, García Moisés, Luján Sergio Reyes, Universidad Nacional Autónoma de México, and Programa Universitario de Estudios sobre la Ciudad. *Problemas emergentes de la zona metropolitana de la Ciudad de México*. 1997. México, Universidad Nacional Autónoma de México, Coordinación de Vinculación, Programa Universitario de Estudios sobre la Ciudad. Consejo Mexicano de Ciencias Sociales.
- Castillo, Héctor, Alicia Ziccardi, and Bernardo Navarro B. 1995. *Ciudad de México retos y propuestas para la coordinación metropolitana*. 1 ed. México, D. F., Xochimilco: Universidad Nacional Autónoma de México. Universidad Autónoma Metropolitana.
- Castro, J E. Water, *Power and Citizenship. Contemporary Social Struggles in the Valley of Mexico: A Long-term Perspective*. 1998. Oxford, UK., University of Oxford, à paraître.
- Castro, José Esteban M., Karina Kloster, and María Luisa Torregrosa. « Ciudadanía y gobernabilidad en México: el caso de la conflictividad y la participación social en torno a la gestión del agua ». Blanca Jiménez y Luis Marín. *El Agua visto desde la Academia*. 55-107. 2004. Academia Mexicana de Ciencias.
- CCE, Consejo Coordinador Empresarial. El Desafío del Agua en la Ciudad de México. 24 septiembre 2004.
- Connolly, Priscilla. « El Financiamiento de Vivienda en México ». 1997. México, D.F. CENVI-UAM-A.
- Coraggio, José Luis. 2000. Intervención del experto en la 2<sup>o</sup> Reunion Anual de Trabajo. Red Urbal, Montevideo.
- Coulomb, Rene and Emilio, coord. Duhau. 1993. *Dinámica urbana y procesos sociopolíticos. Lecturas de actualización sobre la Ciudad de México*. Mexico, D. F. OCIM-UAM-A.
- Crespo, José Antonio. 1998. *Tiene Futuro el PRI? : Entre la supervivencia democrática y la desintegración total*. Mexico: Grijalbo.
- Cynetic. 2004. « El abasto de agua podría desencadenar una guerra mundial: dice un especialista ». *Cynetic. El Periodico Electronico de Mexico*.
- Delgado, Javier, Velázquez Ramírez, and Blanca Rebeca. 1999. *Transiciones la nueva formación territorial de la Ciudad de México*. 1 ed., *Territorio y cultura en la Ciudad de México*. México, D.F: Programa de Investigación Metropolitana, Universidad Autónoma Metropolitana. Plaza y Valdés.
- Domínguez, J. and J. M. McCann. 1996. *Democratizing Mexico: Public Opinion and Electoral Choices*. MD. Johns Hopkins University Press: Baltimore.
- Eibenschutz, Hartman Roberto. Bases para la planeación del desarrollo urbano en la Ciudad de México. 304. 1999. Mexico, Porrúa y la UAM. Unidad Xochimilco.
- El Universal, Alberto Cuenca. 2002. « Fustigan descoordinación en la zona metropolitana ». *El Universal*.
- Faundez-Meléndez, Alejandra, Delgado Daniel García, Patricia Ramírez, and Silva Ari de Abreu. *Modernización Institucional de las políticas sociales en America Latina: El caso de Chile, Brasil, Argentina y México*. Proyecto Most-Flasco. 1997.
- Fernandez, Melendez Jorge. 2000. « Las guerras del agua ». *Milenio Semanal*, 2000.
- Figueroa, Oscar. 2003. Metrópolis en movimiento: una comparación internacional. *EURE (Santiago)*, 29, n° 86 :140-142.
- Franco, R. 2003. Políticas sociales y descentralización en América Latina. Cepal,

- exposé présenté au séminaire « Décentralisation en Amérique latine », Barcelona.
- Garrido, Luis Javier. 1995. *El partido de la Revolución Institucionalizada*. Mexico: Siglo XX.
- Garza, Gustavo. 1990. El carácter metropolitano de la urbanización en México. 1980-1988. *Estudios Demográficos y Urbanos* Vol. 5, nº 1.
- Garza, Gustavo. 2000. *La ciudad de México en el fin del segundo milenio*. Mexico: Colmex y GDF.
- GDF, CGPDyM. Gobierno y administración en grandes ciudades del mundo. 1999. Coordinación General de Programas Delegacionales y Metropolitanos, GDF, 1999. GDF.
- Gomez, Leyva Ciro. 2004. « Por qué López Obrador no va a perder hoy ». *Milenio*.
- Hall, Peter. 1996. The City of Theory. In *The City Reader*, edited by Le Gates, Richard T. and Frederic Stout. 2<sup>nd</sup> ed. (New York: Routledge).
- Heck, Marina. 1993. *Grandes metrópolis de América Latina., Sección de obras de sociología*. São Paulo, SP, Brasil, Ciudad de México, México: Fundação Memorial da América Latina. Fondo de Cultura Económica.
- Iracheta, Alfonso X. and Calvo coord. Villar. 1988. *Política y movimientos sociales en la ciudad de México*. México : P y V editores.
- Jouve, Bernard. « À quoi servent les configurations institutionnelles métropolitaines ? » Inédit. 2003i.
- Kaufman, Robert R. and Guillermo Trejo. 1996. « Regionalismo, Transformación del Régimen y Pronasol: la Política del Programa Nacional de Solidaridad en Cuatro Estados Mexicanos ». *Revista Política y Gobierno* 3 2), pp. : 245-280.
- Le Galés, Patrick. 1995. « Du gouvernement des villes : la gouvernance urbaine ». *Revue française de science politique* 45 : 57-95.
- Lea, John. P and John M. eds Courtney. 1985. *Cities in Conflict. Studies in Planning and Management of Asian Cities*. Washington: The World Bank.
- Lempérière, Annick. *Entre Dieu et le roi, la république. Mexico XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*. 2004. France, Belles lettres .
- Linn, Johannes F. Roland J. Fuchs Gavin W. Jones and Ernesto M. Pernia eds. *Urbanization and Urban Policies in Pacific Asia*. 1987. 233-56. Boulder: Westview Press.
- Llorens, Juan Luis, Francisco Alburquerque, and Jaime Del Castillo. 2001. *Local development case studies in Latin America*. BM.
- McCarney, Patricia, Mohamed Halfani, and Alfredo Rodriguez. Towards an Understanding of Governance. in Richard Stren with Judith Bell, eds. « Urban Research in the Developing World ». Vol. 4. Perspectives on the City. 91-141. 1995. Toronto, Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto.
- Milenio. 2004. Garantiza GDF abasto de agua. *Milenio*.
- Montgomery, John D. 1989. The greening of city hall: managerial experiences with municipal financing in four Asian cities. *Regional Development Dialogue*, 10, nº 1 (Spring) 40-55.
- Nickson, Andrew R. « Local government in Latin America » Lynne Rienner, Publishers, 2004. En ligne : [http://www.iigov.org/iigov/pnud/bibliote/dhial/dhial14\\_05.htm](http://www.iigov.org/iigov/pnud/bibliote/dhial/dhial14_05.htm).
- Orban, Edmond. 1990. El proceso de descentralización en el Estado Federal Industrial: Perspectivas teórica y metodológica. *Revista Internacional Ciencias Administrativas* Vol. 57, Vol. 57, nº Núm. 2:61-73.
- Osava, Mario. 2004. « America Latina: Megaciudades derrochan los recursos hídricos ». *IPS NOTICIAS*.
- Perló, Cohen Manuel. 2001. Gobierno mediocre: Cárdenas en el DF: promesas incumplidas, pragmatismo, ausencia de proyectos, fracasos. *Etcetera*, nº 354.
- Pradilla, Cobos Emilio. 2000. « Gobierno federal, PRI y caos urbano ». *La Jornada*.
- Pradilla, Cobos Emilio coord. 2000. *La ciudad de México hoy. Bases para un diagnóstico. Los límites del desarrollo urbano metropolitano*. 1a. ed. Mexico: Fideicomiso de Estudios Estratégicos sobre la Ciudad de México. GDF.
- Preciado, Coronado Jaime. 2001. « La gobernabilidad democrática en el México post-priista ». MOST Documentos de debate, nº 60, UNESCO.
- Ravinet, Jaime. La Ciudad Motor del Desarrollo: Necesidad de una vision estrategica. 9. 1997. Banco Interamericano de Desarrollo, Banco Interamericano de Desarrollo.
- Reforma. 2001. « Provocan deudas conflicto ». *Reforma*.

- Reforma, Ortiz Francisco. 2003. « Estrena Edomex Alcaldes: Peleará agua potable ». *Reforma*.
- Retortillo, Baquer and Sebastián Martín. 1985. Descentralización Administrativa y Organización Política. *Revista de Administración Pública, Descentralización*, nº 63-64 :139-156.
- Rodríguez, Araujo Octavio. *La ciudad de México en el fin del segundo milenio*. 647-651, pp. 2000. Mexico, Colmex y GDF.
- Sassen, Saskia. 2001. « Cities in the Global Economy ». In *Handbook of Urban Studies*, edited by Paddison, Ronan. (Thousand Oaks: SAGE Publications).
- Schteingart, Martha. 2001. « La division social del espacio en las ciudades ». *Perfiles Latinoamericanos*, nº 19, 13-32.
- Stren, Richard and Mohamed Halfani. 2001. The Cities of Sub-Saharan Africa: « From Dependancy to Marginality ». In *Handbook of Urban Studies*, edited by Paddison, Ronan. (Thousand Oaks: SAGE Publications).
- Stren, Richard E. 2000. « New Approches to Urban Governance in Latin America ». *Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Canada*.
- Székely, Alberto. 1998. *Desafío del nuevo escenario político para una participación social en la gestión del medio ambiente urbano en México*. Mexico, D.F.: UAM-X .
- UN. 1998. New York: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- UNDP. 1997. New York: UNDP, United Nations for Development Population.
- Wilson, Robert H. and Reid eds. Cramer. International Workshop on Local Governance. Second Annual Proceedings . 1996. Austin, Texas, Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, University of Texas .
- World Bank. 1992. Washington: The World Bank.
- World Bank . 1995. Washington, World Bank.
- Yeung, Yue-man. La geografía en la era de las megaciudades. Version traducida del inglés. UNESCO. 21-07-2004.
- Zukin, Sharon. 1996. « Whose Culture? Whose City? » In *The City Reader*, edited by Le Gates, Richard T. and Frederic Stout. 2<sup>nd</sup> edition. (New York: Routledge).
- Ávila, Patricia. « Urbanización popular y conflictos por el agua en una ciudad media de Mexico ». 2001. Mexico, CIESAS.

## Notes finales

---

<sup>1</sup> Ainsi, au cours de la période 1965-1980, alors que le taux moyen de croissance annuelle de la population urbaine dans toute la région était supérieur à 3 %, celui de la population totale était supérieur à 2 %. D'ailleurs, en 1995, 73,4 % de la population de l'Amérique latine vivait en ville, et ce pourcentage a continué à augmenter dans la mesure où il y a encore d'importants processus migratoires ruraux vers les villes dans plusieurs pays de la région (Ravinet, 1997).

<sup>2</sup> Depuis des siècles, la ville de Mexico a représenté le « cœur politique » du pays, mais à plusieurs points de vue. À ce propos, A. Lempérière suggère : « capitale de la Nouvelle Espagne, Mexico voit s'épanouir durant plus de trois cents ans ce corporatisme conquérant. Multiethnique et incorporée, la cité adopte et incarne les paradigmes de la république chrétienne, très loin du modèle de l'État moderne tel qu'il se construit alors en Europe » (Lempérière 2004).

<sup>3</sup> Il semble nécessaire de faire la distinction entre la ville de Mexico et la métropole de Mexico. Cette dernière couvre 59 municipalités situées dans les États de Mexico et d'Hidalgo ainsi que les 16 arrondissements du District Fédéral. En outre, quand nous parlons du District Fédéral, nous faisons référence à la ville de Mexico qui est la capitale nationale et l'arène de dynamiques politiques et sociales certainement différentes.

<sup>4</sup> Nous comprendrons la fragmentation politique de la zone métropolitaine de Mexico comme un phénomène qui permet la coexistence de gouvernements de différentes tendances idéologiques et de différentes visions pour l'administration de la métropole la plus grande du pays. Ce qui n'est pas une nouveauté ailleurs. Mais, dans la métropole de Mexico, nous remarquons que la fragmentation a changé tous les rapports et les liens entre les acteurs et les institutions, donc, l'essence même de l'État mexicain. En général, à partir de cette phase de fragmentation politique partisane, on peut identifier trois visions politiques distinctes dans les gouvernements de la métropole : la vision de centre gauche dans le gouvernement du District Fédéral (local); la vision traditionnelle dans le gouvernement de l'État de Mexico (local); et la vision de tendance pro-entrepreneuriale dans le gouvernement fédéral (national) (De Alba, 2001, Parnreiter, 2002; Borja et De Alba et al., 2004).

<sup>5</sup> D'ailleurs, les processus de décentralisation urbaine ou de déconcentration à Mexico ont tendance à activer deux autres processus sociaux : 1) une plus grande participation civile entraînant de plus grands niveaux de responsabilité et de transparence gouvernementale (Cohen, 2000); et 2) une fragmentation institutionnelle dans la gestion de ressources stratégiques qui montrerait les « disputes » et les « conflits » entre les différents ordres de gouvernement dans la métropole (Scheingart, 2001).

<sup>6</sup> Par exemple, les villes-capitales telles que Buenos Aires, Montevideo, Caracas, Santiago, Lima, San José et Panama concentrent une forte proportion de la population nationale alors que Quito-Guayaquil et Rio de Janeiro ou São Paulo sont des exemples de concentration « bicéphale ». En fait, on peut avancer que la mégalopole de Mexico fait que le pays est devenu vers les années 90 un cas de concentration tricéphale (avec les métropoles de Monterrey et de Guadalajara). Par ailleurs, la Colombie était plus équilibrée dans les années 60, mais Bogotá est actuellement un autre cas de métropolisation rapide (Stren, 2003).

<sup>7</sup> Selon plusieurs sources et auteurs, dans les années 1960 et au début des années 1970, la recherche urbaine en Amérique latine est axée sur la dynamique démographique générale qui provoquait une accélération de l'urbanisation et des flux migratoires des campagnes vers les villes (Hauser, 1961; Durand et Pelaez, 1969; Munoz *et al.*, 1973). Ensuite, avec les processus de migration, d'industrialisation et de modernisation, la dualité ville-campagne a suscité de nombreuses études. Cette recherche s'est multipliée dans les grands centres urbains comme Lima, Mexico, Rio de Janeiro, Santiago et Caracas pour étudier plusieurs modalités selon lesquelles les migrants s'adaptaient au marché du travail, leur intégration à la culture urbaine, leur comportement politique et leur mode de vie (Mattos Mar, 1961; Mangin, 1967; Cardona, 1969).

Cependant, la modernisation politique et économique est devenue un sujet de première importance dans le développement des villes et métropoles. Dans tous les pays où l'urbanisation se produisait à un rythme rapide, des enquêtes fondamentales ont fourni une analyse détaillée des éléments constitutifs des processus d'urbanisation, des différents types et degrés d'urbanisation, de l'organisation de divers réseaux urbains, et des déséquilibres régionaux (Friedmann, 1966; Faria, 1976; Unikel *et al.*, 1976; Campo, 1977; CSUCA, 1978; Merrick et Graham, 1979; Alvarado et Estaba, 1985). Les axes ont varié fondamentalement, même si la vitesse de leur changement a été toujours différente de celle des processus sociaux (Voir Licia Valladares et Magda Prates Coelho).

<sup>8</sup> On pourrait donc citer au moins l'exemple de l'Unité populaire, au Chili; des groupes réformistes du PRI8 au Mexique; des controverses produites par le mouvement péroniste, en Argentine; ou bien, des changements produits par les ouvriers de la Bolivie.